

nuelle qui leur est versée. Ces subventions plus importantes doivent être confiées à la Conférence nationale des universités canadiennes chargée de les répartir entre elles. Voilà qui me semble un projet digne d'éloges, un projet qui, pour peu que les subventions soient suffisantes, ne manquera pas de soulager sérieusement nos universités déjà trop pleines et manquant de personnel à un moment même où le nombre d'étudiants augmente de plus en plus.

Toutefois, cette aide offerte aux universités pourrait être accompagnée d'une aide considérable aux étudiants méritants, sous forme de bourses qui s'étendraient même dans le domaine de l'instruction secondaire. Il me semble qu'alors nous ferions dans le domaine de l'instruction supérieure les progrès qui sont tellement nécessaires à l'heure actuelle pour faire face à la situation. De l'avis de n'importe quel créditiste, aucune considération ne doit constituer un obstacle à un étudiant compétent et déterminé pour qu'il puisse poursuivre les études les plus avancées qu'il désire. Notre pays s'enrichit toujours chaque fois qu'un Canadien quitte nos universités et nos écoles supérieures avec une bonne formation.

Je dois aussi rendre hommage au Gouvernement de sa proposition d'accroître les subventions fédérales aux gouvernements provinciaux pour aider à la formation technique et professionnelle. J'appuie ces propositions de tout cœur et j'incite le Gouvernement à se montrer généreux dans chaque cas.

J'aimerais ajouter quelques mots sur la partie du discours de Son Excellence qui porte sur l'admission des réfugiés hongrois au Canada. A mon avis le Gouvernement a bien fait d'envoyer le ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration en Europe pour étudier *de visu* la situation, afin de savoir exactement quoi faire pour alléger le fardeau extrêmement lourd qu'assumait l'Autriche en s'occupant des réfugiés qui avaient traversé la frontière et s'étaient rendus dans ce pays.

Son voyage là-bas sera également utile quand il s'agira de décider dans quelle mesure le Canada peut contribuer à soulager les souffrances de ces patriotes qui ont démontré que la liberté leur est plus chère que l'existence même.

Le Canada manque de bras. C'est là, dit-on, une des causes de la hausse des matières premières et du coût de la vie. Nous avons besoin, dans tous les domaines, d'une main-d'œuvre compétente. Ce serait donc pure folie de nous montrer trop difficile en matière d'immigration. Nous devrions recevoir tous ceux de ces patriotes qui peuvent s'insérer dans notre société, en ne rejetant que les

éléments subversifs qui pourraient s'y glisser. De plus, alors que des milliers d'Anglais demandent qu'on leur permette de venir s'établir chez nous, nous devrions leur offrir le transport au Canada au même titre qu'aux Hongrois et leur assurer des emplois à leur arrivée parmi nous.

J'espère que le Gouvernement fait l'impossible en ce qui concerne ces deux entreprises louables. Je ne me dissimule pas que, pendant un certain temps, nos moyens en matière de logements seront mis à rude contribution, mais je suis sûr que, d'une extrémité à l'autre du pays, les Canadiens se rendront de tout cœur à l'appel de l'État, qui leur demande de lui aider à fournir des logements aux immigrants. La population du Canada doit s'accroître aussi rapidement que la sagesse le permet. Certaines de nos difficultés se régleront seulement lorsque notre pays comptera 25, 30 ou 35 millions d'habitants.

Je reviens maintenant à un point dont j'ai parlé au début, savoir que le discours du trône ne dit à peu près rien d'une bonne douzaine de problèmes graves qui assaillent les Canadiens et les inquiètent depuis longtemps. Je précise: à ma grande surprise, le discours du trône ne dit qu'un mot, en passant, de l'une des pires tragédies qui ait frappé notre pays depuis bien longtemps. Je parle évidemment de la grève du Pacifique-Canadien, dont il a été beaucoup question cet après-midi. Ce qu'en ont dit le chef de l'opposition et le chef du Gouvernement ne m'a nullement satisfait. A mon avis, il est des plus regrettable de constater que, en ce moment de l'année, en plein hiver, l'important chemin de fer qu'est le Pacifique-Canadien doit cesser entièrement de fonctionner.

Il ne faut pas oublier que, pour ce qui est du transport, le Pacifique-Canadien a exercé un monopole presque complet pendant bien des années dans certaines régions importantes du pays. Le sud de ma province, depuis Calgary jusqu'à la frontière internationale, est desservi par un seul chemin de fer, le Pacifique-Canadien. En maints endroits de cette région, tout comme dans d'autres régions du pays, et cela comprend les provinces Maritimes, les approvisionnements de combustible et de vivres sont devenus dangereusement restreints.

Le transport du blé et du bétail sur pied est paralysé. C'est pourquoi l'espoir que les cultivateurs avaient d'obtenir un peu d'argent liquide pour faire face à leurs dépenses courantes s'est complètement évanoui. Ils ont déjà eu à porter un fardeau beaucoup plus lourd qu'ils n'auraient dû, étant donné l'apport très considérable qu'ils ont fourni durant tant d'années à l'économie de notre pays.